

REPUBLIQUE FRANÇAISE	
LEGALISATION de la signature du Traducteur (DECRET N° 2007-1205 DU 10 AOUT 2007)	
DESTINATION DE L'ACTE (PAYS DE DESTINATION):	
DATE:	TGI de Paris
NOM ET QUALITE DE L'AGENT:	01 JUL 2013
SIGNATURE	Jean-Dominique GESLIN
ET CACHET OBLIGATOIRE:	Adjoint administratif de Chancellerie
Le 30 juin 2013	

Centre de documentation du Cambodge (DC-Cam)
66, boulevard Sihanouk
Phnom Penh (Cambodge)



Objet : Résultats de recherches menées par le DC-Cam sur le Munti K-17 (Boeng Trabek)

Le but de cette lettre consiste à présenter un résumé des résultats des recherches que le Centre de documentation du Cambodge (DC-Cam) a menées sur le Munti K-17 (qui porte aussi le nom de Boeng Trabek).

Le Centre de documentation du Cambodge est une organisation non gouvernementale indépendante fondée au Cambodge à l'origine par des chercheurs de l'Université Yale en application de la *Cambodian Genocide Justice Act* de 1994. Il a pour but de préserver la mémoire et d'assurer la justice au niveau du Cambodge relativement aux abus perpétrés par le tristement célèbre régime du Kampuchéa démocratique (DK). Le centre documente l'histoire du Kampuchéa démocratique et encourage l'obligation de rendre des comptes et l'état de droit. Ce centre est le dépositaire le plus important de renseignements et de pièces à conviction contre d'anciens cadres du régime DK.

Les recherches à l'appui de ce qu'affirme cette lettre sont basées sur des preuves historiques. La mission du DC-Cam est de recueillir de telles preuves afin de déterminer exactement ce qui s'est passé pendant le régime du Kampuchéa démocratique.

Le siège du Kampuchéa démocratique, dénommé Boeng Trabek, était désigné sous le nom de Munti K-17¹. Le mot *munti* en khmer signifie littéralement bureau. Cependant, sous les Khmers rouges, le mot *munti* revêtait d'autres sens suivant le contexte. Pour eux, *munti* pouvait désigner entre autres un ministère, une division au sein du ministère, un bureau subordonné, une unité, selon le cas.

De nombreux intellectuels et certaines familles cambodgiennes qui ont rapatrié avant et après que le régime des Khmers rouges a pris le pouvoir au mois d'avril 1975 ont été envoyés au Munti K-17 où ils ont vécu et travaillé. Le Munti K-17, de toute apparence, était un lieu destiné à la rééducation et au traitement des intellectuels, des étudiants et des familles cambodgiens qui étaient revendus d'un séjour à l'étranger².

S'agissant de la hiérarchie de l'organisation et du commandement, avant 1978, le Munti K-17 relevait du Ministère (ou *munti*) S-71, soit le *munti* du Parti communiste du Kampuchéa (PCK), chargé des travaux administratifs et de la logistique³. Vers la mi-1978, cependant, le K-17 a été placé sous le contrôle du ministère des Affaires étrangères, dont le ministre était Ieng Sary⁴.

Sur la base de plusieurs entrevues et de la biographie de Savorn⁵, Savorn semble avoir été le chef du Munti K-17⁶. Parmi les cadres supérieurs responsables de Munti K-17, on compte Savorn (président du comité d'animation du Munti⁷; Thin, vice-président du comité d'animation; et Luon Sao, membre du comité d'animation⁸. Luon Sao, alias Sin, est devenu président du comité d'animation de Munti K-17 après l'arrestation de Savorn et de son envoi au Munti S-21 le 24 mai 1978⁹. Luon Sao avait aussi été accusé d'appartenir au « réseau de

Centre de documentation du Cambodge

À la recherche de la vérité, de la mémoire et de la justice

66, boulevard Preah Sihanouk • B.P. 1110 • Phnom Penh • Cambodge

Tél. : (855-23) 211-875 • télécopieur : (855-23) 210-358 • dccam@online.com.kh • www.dccam.org



Traduction de l'anglais en français réalisée à la demande du client d'après le document ci-joint. La traduction n'est valable que si le document en anglais y est joint. Translation non officielle. Pour PYRAMID SERVICE Co., Ltd. 11th July 2013, traducteur: REATH Panha - 010129



